

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Lac-Beauport

Code géographique : 22040

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Richard Labrecque, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Lac-Beauport pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2019-04-01

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Municipalité de Lac-Beauport,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Lac-Beauport et de l'organisme qui est sous son contrôle (Municipalité), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018, ainsi que les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
200-3075 chemin des Quatre-Bourgeois
Québec QC Canada G1W 5C4

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A126222

DATE 2019-04-01

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalizations	
		2018	2017
Revenus			
Taxes	1	11 580 463	11 222 565
Compensations tenant lieu de taxes	2	167 559	169 710
Quotes-parts	3		
Transferts	4	423 617	6 351 384
Services rendus	5	795 970	395 497
Imposition de droits	6	966 034	1 209 902
Amendes et pénalités	7	69 868	91 178
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	118 565	105 937
Autres revenus	10	92 352	47 178
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	14 214 428	19 593 351
Charges			
Administration générale	14	1 895 986	1 722 276
Sécurité publique	15	2 284 733	1 990 086
Transport	16	3 511 114	3 070 116
Hygiène du milieu	17	2 511 527	2 288 608
Santé et bien-être	18	11 759	13 450
Aménagement, urbanisme et développement	19	961 642	905 155
Loisirs et culture	20	2 710 108	2 151 441
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	595 478	482 310
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	14 482 347	12 623 442
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(267 919)	6 969 909
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	24 905 571	17 935 662
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		
Solde redressé	28	24 905 571	17 935 662
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	24 637 652	24 905 571

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	160 035	1 355 345
Débiteurs (note 5)	2	7 497 226	10 601 111
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	7 657 261	11 956 456
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	9 956 600	10 231 800
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 329 180	6 877 879
Revenus reportés (note 12)	12	455 542	422 795
Dette à long terme (note 13)	13	23 561 263	19 722 131
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	38 302 585	37 254 605
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(30 645 324)	(25 298 149)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	55 168 761	50 123 047
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	16 000	
Autres actifs non financiers (note 17)	20	98 215	80 673
	21	55 282 976	50 203 720
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	24 637 652	24 905 571

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations	
		2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(267 919)	6 969 909
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(7 093 438)	(17 051 773)
Produit de cession	3	2 087	30 083
Amortissement	4	2 009 133	1 598 346
(Gain) perte sur cession	5	36 504	36 623
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(5 045 714)	(15 386 721)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	(16 000)	
Variation des autres actifs non financiers	10	(17 542)	(80 672)
	11	(33 542)	(80 672)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(5 347 175)	(8 497 484)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(25 298 149)	(16 800 665)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(25 298 149)	(16 800 665)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(30 645 324)	(25 298 149)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(267 919)	6 969 909
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 009 133	1 598 346
Autres			
- Gain/perte sur cession	3	36 504	36 622
-	4		
	5	1 777 718	8 604 877
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	3 103 885	(6 804 655)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(2 548 699)	5 019 073
Revenus reportés	9	32 747	(113 818)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(16 000)	
Autres actifs non financiers	13	(17 542)	(80 673)
	14	2 332 109	6 624 804
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(7 093 438)	(17 051 773)
Produit de cession	16	2 087	30 083
	17	(7 091 351)	(17 021 690)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	5 225 100	2 817 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 365 600)	(1 383 800)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(275 200)	10 176 800
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(20 368)	26 804
Autres			
-	27		
-	28		
	29	3 563 932	11 636 804
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(1 195 310)	1 239 918
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 355 345	115 425
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		2
Solde redressé	33	1 355 345	115 427
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	160 035	1 355 345

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Lac-Beauport est un organisme municipal constitué en vertu du Code municipal du Québec (LRQ. c. C-27.1).

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et 23-3. Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant l'organisme qu'elle contrôle.

A) Périmètre comptable et partenariats

La Municipalité fait partie de la MRC de La Jacques-Cartier et de la Communauté métropolitaine de Québec. La Municipalité doit acquitter ses quotes-parts des dépenses relatives à ces deux organismes selon son niveau de richesse foncière et doit aussi absorber ses quotes-parts des dettes contractées par ces deux organismes.

1) MRC de La Jacques-Cartier

La quote-part versée par la Municipalité s'élève à 856 850 \$.

La quote-part de la dette attribuable à la Municipalité est de 215 591 \$ (228 554 \$ en 2017).

2) Communauté métropolitaine de Québec (CMQ)

La quote-part versée en 2018 s'élève à 60 826 \$.

La quote-part de la dette de la CMQ attribuable à la Municipalité est de 49 577 \$ (47 655 \$ en 2017).

3) Ville de Québec

La Ville de Québec a pour mandat de gérer l'épuration des eaux usées de la Municipalité par le biais d'une entente contractuelle. En 2018, la Municipalité a versé à la Ville de Québec une quote-part de 52 135 \$ (53 374 \$ en 2017).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

4) Ville de St-Raymond

La Cour municipale de St-Raymond entend les causes des constats émis sur le territoire de Lac-Beauport. Une partie des frais est payée par les frais chargés sur les constats d'infraction. Le reste des frais est chargé en fin d'année via une facture. En 2018, la Municipalité a versé à la Ville de St-Raymond une quote-part de 15 000 \$ (44 861 \$ en 2017).

a) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Municipalité et de l'organisme qu'elle contrôle. Cet organisme est la Société des Sentiers du Moulin. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsque les montants sont versés. Il n'est pas nécessaire de déposer une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, des dépôts à terme et du découvert bancaire.

Placements

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de la juste valeur marchande.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stock

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisés au coût et amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules, ameublement de bureau, machinerie et outillage	10 ans
Machinerie lourde	10 et 20 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

leur mise en service.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

La Municipalité capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

Les élus municipaux de la Municipalité participent à un régime de retraite à employeurs multiples à prestations déterminées. Ce régime est comptabilisé comme s'il s'agissait d'un régime à cotisations déterminées puisque la Municipalité ne dispose pas des informations nécessaires pour pouvoir appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Autres actifs non financiers**

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Municipalité bénéficiera des services acquis.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2018, la Municipalité a adopté les recommandations des chapitres suivants du Manuel de CPA Canada - Comptabilité :

SP 2200 Information relative aux apparentés et SP 3420 Opérations interentités

Ces nouveaux chapitres définissent la notion d'apparentés et comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable.

Ces changements ont été appliqués prospectivement en accord avec les dispositions transitoires des chapitres et n'ont eu aucun impact sur les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

SP 3210 Actifs

Ce nouveau chapitre comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les grandes catégories d'actifs non constatés.

Ces changements ont été appliqués prospectivement en accord avec les dispositions transitoires du chapitre et n'ont eu aucun impact sur les états financiers consolidés de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

SP 3320 Actifs éventuels

Ce nouveau chapitre comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

Ces changements ont été appliqués prospectivement en accord avec les dispositions transitoires du chapitre et n'ont eu aucun impact sur les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

SP 3380 Droits contractuels

Ce nouveau chapitre comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir.

Ces changements ont été appliqués prospectivement en accord avec les dispositions transitoires du chapitre et n'ont eu aucun impact sur les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 160 035	1 249 027
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	106 318
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 160 035	1 355 345
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 446 419	1 194 078
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 4 334 812	4 468 921
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 2 222 186	4 633 227
Organismes municipaux	15	
Autres		
-	16 493 809	304 885
-	17	
	18 7 497 226	10 601 111
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 2 875 365	793 886
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 2 875 365	793 886
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	230 963	241 711
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	30 006	22 399
	43	260 969	264 110

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

- La Municipalité dispose d'une facilité de crédit d'un montant autorisé de 4 465 400 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,25 %, sans échéance.
- La Municipalité dispose d'une facilité de crédit d'un montant autorisé de 3 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,25 %, sans échéance, ayant un solde à payer de 95 000 \$.
- La Municipalité dispose d'une facilité de crédit d'un montant autorisé de 9 000 000 \$, portant intérêt au taux de 4,2 %, échéant en novembre 2027, ayant un solde impayé de 7 861 600 \$.
- La Municipalité dispose d'une facilité de crédit d'un montant autorisé de 6 167 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus de 0,25 %, échéant en décembre 2020, ayant un solde impayé de 6 167 000 \$.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	3 491 488	6 131 943
Salaires et avantages sociaux	48	438 914	403 436
Dépôts et retenues de garantie	49	243 611	236 932
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
-	53	155 167	105 568
-	54		
-	55		
-	56		
-	57		
	58	4 329 180	6 877 879

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	17 957	20 626
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	47 874	124 305
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66	90 964	90 964
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Inscriptions loisirs	68	30 939	
- Ass. propriétaires	69	56 218	8 700
- Projet Sylva	70	143 745	178 200
- Autres	71	67 845	
	72	455 542	422 795

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,69	2,60	2033	2040	73	23 716 003	19 856 503
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	23 716 003	19 856 503
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(154 740)	(134 372)
					83	23 561 263	19 722 131

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2019	84	92	7 415 000	100	109	117	7 415 000
2020	85	93	5 365 000	101	110	118	5 365 000
2021	86	94	3 198 000	102	111	119	3 198 000
2022	87	95	2 944 000	103	112	120	2 944 000
2023	88	96	4 794 003	104	113	121	4 794 003
2024 et +	89	97		105	114	122	
	90	98	23 716 003	106	115	123	23 716 003
Intérêts et frais accessoires				107		124	
	91	99	23 716 003	108	116	125	23 716 003

Note

	2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(30 645 324)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()
Autres	128	()
	129	(30 645 324)
		(25 298 149)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	10 289 815	158	1 369 591	185	(297 836)	212	11 957 242
Eaux usées	131	10 169 321	159	1 458 410	186	297 836	213	11 329 895
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	28 118 712	160	2 446 382	187		214	30 565 094
Autres	133	3 084 660	161	149 888	188		215	3 234 548
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	11 332 753	163	131 444	190		217	11 464 197
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	2 222 933	165	50 739	192	5 573	219	2 268 099
Ameublement et équipement de bureau	138	956 808	166	73 108	193		220	1 029 916
Machinerie, outillage et équipement divers	139	2 814 049	167	255 457	194	42 879	221	3 026 627
Terrains	140	4 264 129	168	3 201	195		222	4 267 330
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>73 253 180</u>	170	<u>5 938 220</u>	197	<u>48 452</u>	224	<u>79 142 948</u>
Immobilisations en cours	143		171	1 155 218	198		225	1 155 218
	144	<u>73 253 180</u>	172	<u>7 093 438</u>	199	<u>48 452</u>	226	<u>80 298 166</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	2 368 566	173	257 246	200		227	2 625 812
Eaux usées	146	3 239 635	174	254 233	201		228	3 493 868
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	9 052 262	175	700 209	202		229	9 752 471
Autres	148	1 936 561	176	133 429	203		230	2 069 990
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	3 186 516	178	282 247	205		232	3 468 763
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	781 283	180	129 110	207	5 573	234	904 820
Ameublement et équipement de bureau	153	743 222	181	46 810	208		235	790 032
Machinerie, outillage et équipement divers	154	1 822 088	182	205 849	209	4 288	236	2 023 649
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>23 130 133</u>	184	<u>2 009 133</u>	211	<u>9 861</u>	238	<u>25 129 405</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>50 123 047</u>					239	<u>55 168 761</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
Note		

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
-	256	98 215	80 673
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	98 215	80 673
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****18. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée en vertu de contrats, échéant à différentes dates jusqu'en 2023, à verser une somme totale de 11 626 146 \$. De ce montant, 2 092 803 \$ a trait au contrat d'enlèvement des matières résiduelles, 5 359 578 \$ a trait aux divers contrats d'entretien hivernal des chemins et 2 417 701 \$ a trait à la construction d'un bâtiment. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les cinq prochains exercices s'élèvent à :

2019	2020	2021	2022	2023
5 897 172 \$	1 996 319 \$	1 713 883 \$	1 255 883 \$	762 889 \$

La Municipalité s'est engagée par contrat pour la réfection du chemin du Brûlé. Le contrat totalisant 926 255 \$ a été signé à cet effet. Les travaux doivent débuter en mai 2019 pour une durée de six mois.

La Municipalité s'est engagée par contrat pour la construction d'un nouveau bâtiment d'accueil au Sentier du Moulin. Un contrat totalisant 2 417 701 \$ a été signé à cet effet et le solde de cet engagement est de 1 340 290 \$ au 31 décembre 2018. Les travaux doivent se terminer en mai 2019.

19. Droits contractuels

S/O

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Au 31 décembre 2018, la Municipalité fait l'objet de diverses poursuites pour un montant total d'environ 375 000 \$. La Municipalité estime que les risques de pertes éventuelles pour ces poursuites sont faibles et que les montants qui pourraient être déboursés en lien avec le règlement de ces poursuites sont négligeables. La Municipalité n'a donc provisionné aucun montant en lien avec ces poursuites.

d) Autres

S/O

21. Actifs éventuels

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

24. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

25 Opérations interentités

S/O

26 Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus								
Fonctionnement								
Taxes	1	11 222 565	11 755 700	11 580 463				11 580 463
Compensations tenant lieu de taxes	2	169 710	168 500	167 559				167 559
Quotes-parts	3							
Transferts	4	245 892	366 900	360 191		18 320		368 511
Services rendus	5	395 497	310 000	432 981		362 989		795 970
Imposition de droits	6	1 209 902	891 300	966 034				966 034
Amendes et pénalités	7	91 178	60 000	69 868				69 868
Revenus de placements de portefeuille	8							
Autres revenus d'intérêts	9	105 937	155 000	118 565				118 565
Autres revenus	10	(36 623)		(36 504)		3 105		(33 399)
Effet net des opérations de restructuration	11							
	12	13 404 058	13 707 400	13 659 157		384 414		14 033 571
Investissement								
Taxes	13							
Quotes-parts	14							
Transferts	15	6 105 492	1 210 000	38 985		16 121		55 106
Imposition de droits	16							
Autres revenus								
Contributions des promoteurs	17	18 101		125 751				125 751
Autres	18	65 700						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19							
	20	6 189 293	1 210 000	164 736		16 121		180 857
	21	19 593 351	14 917 400	13 823 893		400 535		14 214 428
Charges								
Administration générale	22	1 657 033	1 548 000	1 833 145	62 841			1 895 986
Sécurité publique	23	1 864 473	1 951 500	2 102 724	182 009			2 284 733
Transport	24	2 350 539	2 774 600	2 668 571	842 543			3 511 114
Hygiène du milieu	25	1 918 856	2 080 120	1 929 951	581 576			2 511 527
Santé et bien-être	26	13 450	15 000	11 759				11 759
Aménagement, urbanisme et développement	27	900 066	966 650	957 667	3 975			961 642
Loisirs et culture	28	1 838 369	1 987 090	2 085 543	328 082	306 483		2 710 108
Réseau d'électricité	29							
Frais de financement	30	482 310	589 440	587 956		7 522		595 478
Effet net des opérations de restructuration	31							
Amortissement des immobilisations	32	1 598 346		2 001 026	(2 001 026)			
	33	12 623 442	11 912 400	14 178 342		314 005		14 482 347
Excédent (déficit) de l'exercice	34	6 969 909	3 005 000	(354 449)		86 530		(267 919)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations 2017	Budget 2018	Réalizations 2018	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 969 909	3 005 000	(354 449)	(267 919)
Moins: revenus d'investissement	2	(6 189 293)	(1 210 000)	(164 736)	(180 857)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	780 616	1 795 000	(519 185)	(448 776)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Amortissement	4	1 598 346		2 001 026	2 009 133
Produit de cession	5	30 083		2 087	2 087
(Gain) perte sur cession	6	36 623		36 504	36 504
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	1 665 052		2 039 617	2 047 724
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 333 465)	(1 343 900)	(1 308 679)	(1 308 679)
	18	(1 333 465)	(1 343 900)	(1 308 679)	(1 308 679)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(65 180)		(67 973)	(122 655)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			210 000	210 000
Excédent de fonctionnement affecté	21				
Réserves financières et fonds réservés	22	(100 279)	(451 100)	(432 252)	(432 252)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(165 459)	(451 100)	(290 225)	(344 907)
	26	166 128	(1 795 000)	440 713	394 138
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	946 744		(78 472)	(54 638)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations 2017		Réalizations 2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	6 189 293	164 736	16 121	180 857
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(89 788)	(24 231)	()	(24 231)
Sécurité publique	3	(1 332 050)	(186 830)	()	(186 830)
Transport	4	(5 332 173)	(2 575 766)	()	(2 575 766)
Hygiène du milieu	5	(8 301 719)	(2 847 737)	()	(2 847 737)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(30 213)	()	(30 213)
Loisirs et culture	8	(1 996 043)	(1 357 858)	(70 803)	(1 428 661)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(17 051 773)	(7 022 635)	(70 803)	(7 093 438)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 817 000	3 086 700		3 086 700
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	65 180	67 973	54 682	122 655
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15		54 584		54 584
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	756 424	340 103		340 103
	18	821 604	462 660	54 682	517 342
	19	(13 413 169)	(3 473 275)	(16 121)	(3 489 396)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	(7 223 876)	(3 308 539)		(3 308 539)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2017</u>		<u>2018</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 355 345	86 126	73 909	160 035
Débiteurs (note 5)	2	10 601 111	7 456 734	40 492	7 497 226
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	11 956 456	7 542 860	114 401	7 657 261
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	10 231 800	9 956 600		9 956 600
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	6 877 879	4 299 333	29 847	4 329 180
Revenus reportés (note 12)	12	422 795	387 697	67 845	455 542
Dette à long terme (note 13)	13	19 722 131	23 561 263		23 561 263
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	37 254 605	38 204 893	97 692	38 302 585
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(25 298 149)	(30 662 033)	16 709	(30 645 324)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	50 123 047	55 106 065	62 696	55 168 761
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19		16 000		16 000
Autres actifs non financiers (note 17)	20	80 673	91 090	7 125	98 215
	21	50 203 720	55 213 155	69 821	55 282 976
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	956 757	613 703	23 833	637 536
Excédent de fonctionnement affecté	23				
Réserves financières et fonds réservés	24	354 518	503 197		503 197
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	26	(7 428 262)	(10 793 331)		(10 793 331)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	31 022 558	34 227 553	62 697	34 290 250
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	24 905 571	24 551 122	86 530	24 637 652

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	3 344 800	3 465 274	3 665 274	3 164 305
Charges sociales	2	709 500	731 677	753 935	688 069
Biens et services	3	6 277 960	6 277 846	6 343 964	5 566 754
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	551 340	527 242	534 764	451 319
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	38 100	41 841	41 841	10 805
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8		18 873	18 873	20 186
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	874 000	856 850	856 850	873 146
Transferts	10				
Autres	11	1 600	3 098	3 098	
Autres organismes					
Transferts	12	112 100	250 620	250 620	250 512
Autres	13	3 000	3 278	3 278	
Amortissement des immobilisations	14		2 001 026	2 009 133	1 598 346
Autres					
- déductible assurance	15		717	717	
-	16				
-	17				
	18	11 912 400	14 178 342	14 482 347	12 623 442

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	

Charges

Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	
Placements de portefeuille	19	
Débiteurs	20	
Provision pour créances douteuses	21	() ()
	22	
Autres	23	
	24	

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	
Créditeurs et charges à payer	26	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	27	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28	
Autres	29	
Autres	30	
	31	

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 637 536	956 757
Excédent de fonctionnement affecté	2	
Réserves financières et fonds réservés	3 503 197	354 518
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 () ()	
Financement des investissements en cours	5 (10 793 331)	(7 428 262)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 34 290 250	31 022 558
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 24 637 652	24 905 571
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 613 703	956 757
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10 23 833	
	11 637 536	956 757
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Organismes contrôlés et partenariats ¹	22	
- Investi en immobilisation corp	23	
-	24	
	25	
	26	
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	33	
-	34	
-	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 440 039	338 990
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 62 148	14 518
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
-	45 1 010	1 010
-	46	
	47 503 197	354 518
	48 503 197	354 518

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres		
-	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres		
-	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres		
-	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 () (

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 8 080	85 987
Investissements à financer	83 (10 801 411 ) (	7 514 249)
	84 (10 793 331)	(7 428 262)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 55 168 761	50 123 047
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 55 168 761	50 123 047
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 55 168 761	50 123 047
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (23 561 263 ) (	19 722 131)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (154 740 ) (	134 372)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 2 875 365	780 552
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	1 175 462
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 (37 873)	
	98 (20 878 511 ) (	17 900 489)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	1 200 000)
	100 (20 878 511 ) (	19 100 489)
	101 34 290 250	31 022 558

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Il s'agit d'un régime de retraite à cotisations déterminées offert aux employés réguliers. L'employeur cotise selon le même pourcentage que l'employé jusqu'à un maximum de 9 %. L'employé peut ajouter des cotisations dites additionnelles.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	241 711
	230 963	241 711
	230 963	241 711

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	7
	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice comme établies par règlement du gouvernement.

	2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116 <u>8 198</u>	<u>5 973</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	117 27 628	20 129
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118 <u>2 378</u>	<u>2 270</u>
	119 <u>30 006</u>	<u>22 399</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	9 744 000	9 641 760	9 494 429
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	22 700	23 853	21 618
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	9 766 700	9 665 613	9 516 047
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	406 000	360 092	334 032
Égout	11	246 000	221 944	193 278
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	640 000	640 958	462 689
Autres				
- Éclairage public	14	26 600	(20 918)	26 600
- Neige Éperon	15	15 000	15 233	14 924
- Fosses septiques	16	261 000	292 503	268 303
Centres d'urgence 9-1-1	17	32 000	34 000	29 000
Service de la dette	18	362 400	371 038	377 692
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 989 000	1 914 850	1 706 518
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 989 000	1 914 850	1 706 518
	27	11 755 700	11 580 463	11 222 565

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	55 000	32 766	55 101
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	2 000	2 003	2 003
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	57 000	34 769	57 104
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	23 500	14 513	11 704
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	59 000	89 549	64 823
	36	82 500	104 062	76 527
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	139 500	138 831	133 631
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	29 000	28 728	36 079
	51	29 000	28 728	36 079
	52	168 500	167 559	169 710

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	27 900	31 499	29 136
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	28 000	11 496	11 496
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71	28 000	11 497	11 497
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	278 000	294 692	207 773
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		1 800	1 380
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	5 000	9 207	7 603
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	366 900	360 191	245 892

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	27 685	27 685	702 692
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108			2 689 200
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			2 689 200
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126		16 121	
Activités culturelles				
Bibliothèques	127	10 000	11 300	24 400
Autres	128	1 200 000		
Réseau d'électricité	129			
	130	1 210 000	38 985	55 106
				6 105 492

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140			
TOTAL DES TRANSFERTS	141	1 576 900	399 176	423 617
				6 351 384

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161	3 700	4 859	4 859
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	3 700	4 859	4 859
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			
Réseau d'électricité	182			
	183	3 700	4 859	4 859
				3 709

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autre	186	15 000	69 032	19 369
	187	15 000	69 032	19 369
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189		56 627	56 627
Sécurité civile	190			
Autres	191	2 000		4 036
	192	2 000	56 627	56 627
4 036				
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200	20 000	18 952	22 984
	201	20 000	18 952	22 984
22 984				
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202	2 000	7 799	2 450
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205		(775)	(775)
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206			
Matières recyclables	207			
Autres	208			
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211	3 000	3 384	42 478
	212	5 000	10 408	44 928
44 928				
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217			1 764
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220			
	221			1 764
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222		221 092	584 081
Activités culturelles				
Bibliothèques	223		5 552	5 552
Autres	224	264 300	46 459	298 707
	225	264 300	273 103	298 707
Réseau d'électricité	226			
	227	306 300	428 122	391 788
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	310 000	432 981	395 497

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	111 300	105 619	88 820
Droits de mutation immobilière	230	780 000	860 415	1 121 082
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233	891 300	966 034	1 209 902
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	60 000	69 868	91 178
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	155 000	118 565	105 937
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		(36 504)	(36 623)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240		125 751	18 101
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245		3 105	65 700
	246		89 247	47 178
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	273 200	346 654		346 654	346 654	202 905
Greffe et application de la loi	2	437 000	575 778		575 778	575 778	600 912
Gestion financière et administrative	3	558 100	570 823	62 841	633 664	633 664	584 755
Évaluation	4	192 000	171 912		171 912	171 912	192 652
Gestion du personnel	5	48 500	67 847		67 847	67 847	66 376
Autres							
-	6	39 200	100 131		100 131	100 131	74 676
-	7						
	8	1 548 000	1 833 145	62 841	1 895 986	1 895 986	1 722 276
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 093 000	1 055 584		1 055 584	1 055 584	1 047 716
Sécurité incendie	10	771 500	976 151	172 180	1 148 331	1 148 331	876 742
Sécurité civile	11	48 800	28 254		28 254	28 254	17 392
Autres	12	38 200	42 735	9 829	52 564	52 564	48 236
	13	1 951 500	2 102 724	182 009	2 284 733	2 284 733	1 990 086
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 045 100	1 023 221	826 665	1 849 886	1 849 886	1 600 724
Enlèvement de la neige	15	1 433 600	1 352 080	9 285	1 361 365	1 361 365	1 192 408
Éclairage des rues	16	58 900	44 498	6 593	51 091	51 091	61 043
Circulation et stationnement	17	55 000	60 414		60 414	60 414	40 037
Transport collectif							
Transport en commun	18	182 000	188 358		188 358	188 358	175 904
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	2 774 600	2 668 571	842 543	3 511 114	3 511 114	3 070 116

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	206 867	202 171	7 436	209 607	180 409
Réseau de distribution de l'eau potable	24	216 433	210 937	296 102	507 039	404 526
Traitement des eaux usées	25	86 100	75 011		75 011	89 355
Réseaux d'égout	26	153 800	125 169	264 236	389 405	290 389
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	250 383	193 200		193 200	156 379
Élimination	28	180 300	168 276		168 276	162 249
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	192 684	178 968	5 724	184 692	263 457
Tri et conditionnement	30	37 500	46 214		46 214	66 038
Matières organiques						
Collecte et transport	31	227 683	198 014		198 014	131 091
Traitement	32	56 000	52 950		52 950	49 804
Matériaux secs	33	46 000	45 493		45 493	27 942
Autres	34					4 801
Plan de gestion	35	18 800	24 717		24 717	18 474
Autres	36					
Cours d'eau	37			5 518	5 518	526
Protection de l'environnement	38	197 860	180 002	2 560	182 562	200 246
Autres	39	209 710	228 829		228 829	242 922
	40	2 080 120	1 929 951	581 576	2 511 527	2 288 608
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	15 000	11 759		11 759	13 450
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	15 000	11 759		11 759	13 450
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	757 150	760 858	3 975	764 833	724 329
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	27 500	27 517		27 517	10 160
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	180 000	168 186		168 186	169 242
Tourisme	49	2 000	1 106		1 106	1 424
Autres	50					
Autres	51					
	52	966 650	957 667	3 975	961 642	905 155

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	244 640	290 290	111 938	402 228	698 711	350 048
Patinoires intérieures et extérieures	54	182 000	186 716	9 942	196 658	196 658	195 925
Piscines, plages et ports de plaisance	55	301 250	272 174	13 793	285 967	285 967	276 515
Parcs et terrains de jeux	56	476 900	389 062	86 977	476 039	476 039	436 144
Parcs régionaux	57	104 700	108 046		108 046	108 046	7 738
Expositions et foires	58						
Autres	59	215 800	415 682	55 478	471 160	471 160	432 900
	60	1 525 290	1 661 970	278 128	1 940 098	2 236 581	1 699 270
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	196 700	201 603	46 752	248 355	248 355	239 940
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	265 100	221 970	3 202	225 172	225 172	212 231
	66	461 800	423 573	49 954	473 527	473 527	452 171
	67	1 987 090	2 085 543	328 082	2 413 625	2 710 108	2 151 441
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	589 440	569 083		569 083	576 605	462 124
Autres frais	70						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72		18 873		18 873	18 873	20 186
	73	589 440	587 956		587 956	595 478	482 310
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
74							
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
75			2 001 026	(2 001 026)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Lac-Beauport

Code géographique : 22040

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1 369 591	1 369 591	4 216 214
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout	1 458 410	1 458 410	4 085 504
	Sites d'enfouissement et incinérateurs			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	2 514 019	2 484 755	5 215 177
	Ponts, tunnels et viaducs			
	Systèmes d'éclairage des rues			
	Aires de stationnement			
	Parcs et terrains de jeux	66 401	137 815	17 489
	Autres infrastructures	32 274	32 274	99 843
	Réseau d'électricité			
Bâtiments				
	Édifices administratifs			65 257
	Édifices communautaires et récréatifs	1 228 088	1 228 088	149 174
Améliorations locatives				
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun			
	Autres	30 213	50 739	1 274 905
Ameublement et équipement de bureau				
		73 108	73 108	114 260
Machinerie, outillage et équipement divers				
		247 330	255 457	82 437
Terrains				
		3 201	3 201	1 731 513
Autres				
		7 022 635	7 093 438	17 051 773

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	1 369 591	1 369 591	4 216 214
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout	1 458 410	1 458 410	4 085 504
	Autres infrastructures	2 612 694	2 654 844	5 332 509
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable			
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout			
	Autres infrastructures			
	Autres immobilisations	1 581 940	1 610 593	3 417 546
		7 022 635	7 093 438	17 051 773

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 458 469	30 400	271 023	4 217 846
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	14 604 148	3 056 300	1 037 656	16 622 792
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	19 062 617	3 086 700	1 308 679	20 840 638
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	793 886	2 138 400	56 921	2 875 365
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	793 886	2 138 400	56 921	2 875 365
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	793 886	2 138 400	56 921	2 875 365
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	793 886	2 138 400	56 921	2 875 365
	19	19 856 503	5 225 100	1 365 600	23 716 003
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	19 856 503	5 225 100	1 365 600	23 716 003

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	23 716 003
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	10 801 411
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	62 148
--	---	--------

Débiteurs	9	2 875 365
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	31 579 901
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	31 579 901
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	114 532
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	49 577
---------------------------	----	--------

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	31 744 010
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	31 744 010
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	15 000	15 000	30 719
Évaluation	2	186 000	170 362	190 939
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	21 700	21 712	20 703
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	182 000	187 938	175 904
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	58 000	52 135	53 374
Matières résiduelles	12	24 800	24 717	18 474
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	189 000	189 283	205 491
Rénovation urbaine	19	27 500	27 517	10 160
Promotion et développement économique	20	170 000	168 186	167 382
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	874 000	856 850	873 146

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 689 291	17 051 773
Frais de financement	4	333 344	
Autres	5		
	6	7 022 635	17 051 773

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	7,00	35,00	13 035,00	***	***	***
Professionnels	2	0,00			***	***	***
Cols blancs	3	27,00	35,00	50 049,00	***	***	***
Cols bleus	4	17,00	40,00	34 538,00	***	***	***
Policiers	5	0,00			***	***	***
Pompiers	6	10,00	35,00	17 921,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7	0,00			***	***	***
	8	61,00		115 543,00	***	***	***
Élus	9	7,00			189 358	43 015	232 373
	10	68,00			***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	360 191	38 985			399 176
	17	360 191	38 985			399 176

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefte et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	12 995	11 331
	4	12 995	11 331
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	78 478	76 650
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	78 478	76 650
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	212 056	167 383
Enlèvement de la neige	11	1 856	1 839
Autres	12	20	67
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	213 932	169 289
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	7 792	7 810
Réseau de distribution de l'eau potable	17	71 939	43 880
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	78 406	48 780
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	1 619	
Autres	25		
	26	159 756	100 470
Santé et bien-être			
Logement social	27	15 591	16 250
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	15 591	16 250
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	107 204	108 320
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	107 204	108 320
Réseau d'électricité			
	40		
	41	587 956	482 310

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Michel Beaulieu	45 000	16 595
Hélène Bergeron	15 000	7 500
Alice Dignard	15 000	7 500
Guy Gilbert	15 000	7 500
Lucie Laroche	15 000	7 500
Katy Duclos	15 000	7 500
François Girard	11 250	5 625
Lorne Trudel	2 042	1 021

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 800 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	_____ \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	_____ \$
b) autres formes d'aide	20	_____ \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

27 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29 _____

b) Date d'adoption de la résolution

30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Lac-Beauport

Code géographique : 22040

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de la
Municipalité de Lac-Beauport,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel (état) de la Municipalité de Lac-Beauport (Municipalité) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (exigences légales).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (LRQ, chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
200-3075 chemin des Quatre-Bourgeois
Québec QC Canada G1W 5C4

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A126222

Mallette doit signer cette partie

DATE 2019-04-01

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	11 580 463
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	436 130
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	34 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>11 110 333</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 366 837 230
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 379 575 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 373 206 365</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 , 8 0 9 1 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Lac-Beauport

Code géographique : 22040

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	10 150 000
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	10 150 000

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	538 000
Égout	11	243 000
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	630 000
Autres		
- Vignettes de stationnement	14	48 300
- Éclairage public	15	26 600
- Vidange de fosses septiques	16	274 800
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	566 080
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	2 326 780
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	2 326 780
	27	12 476 780

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	33 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	2 000
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	35 000

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	14 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	90 000
	9	104 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	139 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	28 700
	24	28 700
	25	167 700

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 355 276 640	X 5 0,6616	/100\$ 6 8 966 510				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 3 097 000	X 8 0,6616	/100\$ 9 20 490				
Immeubles non résidentiels	10 70 615 385	X 11 1,3000	/100\$ 12 918 000				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 18 515 720	X 20 1,3232	/100\$ 21 245 000				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 10 150 000	26 ()	27 ()	28	29 10 150 000
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	2 | 5 | 0	,	0 | 0	\$
Égout	2	1 | 3 | 0	,	0 | 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	1 | 6 | 9	,	0 | 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Compensation imm. non imposables	0,5000	1	
Sanitaire non résidentiel	260,0000	4	500 m3 ou moins
Sanitaire non résidentiel	0,4600	7	par m3 excédant 500
Sanitaire locaux commerciaux	65,0000	4	
Sanitaire unités comm. 5831	87,0000	4	
Aqueduc non résidentiel	500,0000	4	500 m3 ou moins
Aqueduc non résidentiel	0,7500	7	par m3 excédant 500
Aqueduc locaux commerciaux	125,0000	4	
Aqueduc unités comm. 5831	193,0000	4	
Éclairage public	70,0000	4	
Vignette de stationnement Éperon	110,0000	4	
Vidange et traitement de boues	100,0000	4	
Vidange et traitement de boues m.s.	70,0000	4	
Vidange Oxyvor	170,0000	4	
Boues réacteur primaire	300,0000	4	
Vidange -rejet au fossée	200,0000	4	
R. 99-0400-06 Orée Chaum.	824,0000	4	
R.2-110 VALLÉE	440,0000	4	
R.7-170 GRILLONS	280,0000	4	
R. 3-120 CANTON -A-	215,0000	4	
R. 3-120 CANTON -B-	240,0000	4	
R. 4-131 BRULÉ LAFENIERE 1 S.	125,0000	4	
R. 4-131 BRULÉ LAFENIERE 2 S.	250,0000	4	
R. 4-135 TOURNÉE	130,0000	4	
R. 4-136 ÉPERON	272,0000	4	
R. 5-143 FENIÈRE	370,0000	4	
R. 5-144 GODENDARD	458,0000	4	
R. 5-146 SOUS-BOIS	521,0000	4	
R. 5-147 TOURBILLON	520,0000	4	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
R. 7-169 GOD. HERM. COGNÉE	640,0000	4	
R. 9-201 TERR. DOMAINE	120,0000	4	
R. 9-189 MONTAGNARD 16, 17 ET 19	600,0000	4	
R. 610 MONTAGNARD 1 S.	2 020,0000	4	
R. 610 MONTAGNARD 2 S.	4 444,0000	4	
R. 635 PH.1 ET 5A CERVN 2S.	1 580,0000	4	
R. 635 PH.1 ET 5A CERVN 1S.	790,0000	4	
R. 645 CERVIN PH. 2 PLANS	69,0000	4	
R. 669 PH. 2 A 4 CERVIN-AQUEDUC	590,0000	4	
R. 669 PH. 2 A 4 CERVIN-SANITAIRE	590,0000	4	
R. 690 BENEFICIAIRE HORS SITE ECHO	4 610,0000	4	LOT 1 821 229
R. 690 BENEFICIAIRE HORS SITE ECHO	5 490,0000	4	LOT 1 821 234
R. 684 SANITAIRE HUCHE ET TDL	1 700,0000	4	
réso.362-2018 -acq.lot 1 336 756	296,3000		Remb.fonds de roulement
réso.364-2018 -acq.lot 1 821 222 et 813	75,0000		Remb.fonds de roulement

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	12 476 780
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	450 809
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	12 025 971

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	1 447 504 745
--	----	---------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	| | 0 | , | 8 | 3 | 0 | 8 | /100 \$
--	----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	918 000			245 000	20 490	4 785
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	8 000			6 552	1 815	
Autres	5	75 872			21 184	15 774	1 000
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	1 001 872			272 736	38 079	5 785

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	8 961 725			10 150 000
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	549 713			566 080
Autres	13	1 646 870			1 760 700
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	11 158 308			12 476 780

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>14 445 990 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>1 729 100 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>860 770 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>\$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-10</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Richard Labrecque , atteste que le rapport financier consolidé de Lac-Beauport pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-04-01.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Lac-Beauport.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lac-Beauport consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Lac-Beauport détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-04-01 16:14:42

Date de transmission au Ministère : 2019/04/02